

Central African Republic

Update on the context and situation of children

Le programme de pays 2018-2022 avait été élaboré au moment où la République centrafricaine (RCA) sortait progressivement de l'instabilité institutionnelle et sociopolitique. Selon la Banque Mondiale, 74% de la population vivent dans la pauvreté, en augmentation depuis 2020 (71%), en raison des effets prolongés du COVID-19, de la détérioration du contexte sécuritaire à la suite des élections de fin 2020 et des répercussions de la guerre en Ukraine. La crise du carburant cette année a forcé la décision du gouvernement de doubler les prix à la pompe, entraînant des répercussions sur les denrées de première nécessité et des tensions sociales.

Le budget de l'Etat a régressé de 21,4% entre 2022 et 2023, se situant à 234,3 milliards de CFCA contre 298,1 milliards l'année précédente. Cette réduction s'explique par la tension de trésorerie découlant de la suspension des appuis budgétaires par des partenaires traditionnels comme le FMI et la Banque Mondiale, la faible performance de l'Administration fiscale et l'insécurité. Avec une assiette fiscale très réduite, les investissements publics sur les secteurs sociaux restent encore très insuffisants pour atteindre les ODD.

Depuis l'accord de paix de 2019, les dynamiques sécuritaires ont changé. En 2022, les Forces Armées Centrafricaines appuyées par les autres personnels de sécurité ont solidifié leur contrôle des grands centres urbains. Les acteurs humanitaires ont pu accéder à des zones auparavant coupées du monde, grâce à une diminution de près de 60% des incidents les touchant (OCHA).

Si les affrontements entre parties au conflit ont baissé d'intensité, les violences envers les civils n'ont pas suivi le même rythme : les violations et atteintes aux droits de l'homme ont augmenté de 8%, comparée à la même période en 2021 (MINUSCA). En plus, 405 violations graves contre les enfants ont été vérifiées, notamment le recrutement et l'utilisation d'enfants (MRM). Les conditions d'un retour durable des déplacées ne sont pas encore réunies. En novembre 2022, 518,000 personnes étaient encore déplacées internes, 746,000 vivaient à l'extérieur de la RCA.

La situation humanitaire reste critique et la survie de nombreux centrafricains continuent de dépendre de l'aide humanitaire : 3,1 millions de personnes, 11% de plus qu'en 2021 sont en besoin d'assistance humanitaire et de protection. Le nombre d'enfants dans le besoin, à 1,4 million, a augmenté dans tous les secteurs depuis 2021 et peu évolué depuis 2018 (1,3 million d'enfants). Cependant, malgré l'augmentation des besoins, les financements humanitaires risquent de baisser fortement, du fait du narratif en cours, qui milite pour des solutions durables aux déplacements de populations, et qui ne seraient plus du ressort de la réponse humanitaire, pendant que la coopération bilatérale est quasi interrompue avec la plupart des bailleurs traditionnels du pays.

L'analyse des indicateurs clés pour les enfants montre des résultats mitigés fortement corrélés à ce contexte de fragilité.

Concernant la santé et le bien-être (ODD-3), la mortalité néonatale et celle des moins de cinq ans figurent parmi les plus élevées du monde (respectivement 28 et 99 pour 1 000 naissances vivantes), malgré une réduction depuis 2010. Seuls 3 enfants sur 10 reçoivent des soins pour les principales maladies tueuses de l'enfant (paludisme, infections des voies respiratoires, diarrhée).

Entre 2019 et 2022, si la prévalence de la malnutrition aigüe globale a légèrement diminué (5,8% à 5,5%), le taux de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) a augmenté de 1,3% à 1,7%, en raison de l'insécurité alimentaire qui touche 2,4 millions de personnes, soit 26% de plus qu'en 2021. Le pays n'a pas fait de progrès significatifs dans la réduction du retard de croissance (malnutrition chronique), qui

touche 37,9 % des enfants (SMART 2019, 2022), principalement à cause des faibles financements et des habitudes alimentaires peu diversifiées.

Le système de santé reste confronté à un déficit de financement, une raréfaction des ressources humaines de qualité, une absence d'un système national d'approvisionnement en intrants et produits stratégiques et une forte centralisation de la gouvernance entravant l'efficacité des programmes.

L'accès à une éducation de qualité (ODD-4) reste préoccupant. Avec le retour au calme dans certaines zones, 82% des écoles sont fonctionnelles, en amélioration par rapport à 2018 et au pic de 2021 (75%). Cependant, deux tiers des enfants (71%) de 3 à 17 ans ne fréquentent pas l'école sur une base régulière, contre 65% fin 2021 (HNO-2022).

Le défi majeur reste le manque de déploiement des enseignants titulaires : Fin 2022, 81% des enseignants étaient des maître-parents, payés par les parents d'élèves et non formés - affectant particulièrement les enfants vivants dans les zones de crise humanitaire. Ce pourcentage, en nette détérioration par rapport à 2021 (66%), révèle une crise nationale de la qualité de l'enseignement.

En fin 2022, 80% des parents ont déclaré craindre pour la sécurité des filles à risque de violences sexuelles et 78% craignent pour la sécurité des garçons touchés par le travail forcé, les menaces d'attaques, le recrutement forcé par les groupes armés (MSNA, 2022). Le nombre d'enfants dans le besoin de protection, estimé à 1.1 millions, (Plus 18% par rapport à 2021). Les besoins de protection des enfants ont été jugés extrêmes dans 19 sous-préfectures comparé à 6 précédemment. Depuis 2021, les engins explosifs sont devenus une menace croissante, avec 43 incidents faisant 55 victimes de janvier à octobre 2022. Les enfants représentent 45% des victimes civiles.

L'accès aux services d'eau, hygiène et assainissement (WASH - ODD-6) reste critique en raison de la faiblesse des investissements depuis de nombreuses années, les faibles capacités des services de l'Etat, les effets du changement climatique, et une pression anthropique et pastorale plus forte sur les ressources en eau. Autour de 25 à 30% des points d'eau existants sont non fonctionnels.

Les taux d'accès à des services élémentaires d'eau et d'assainissement se situent à des niveaux extrêmement bas, respectivement 37.2% et 14.1% (JMP 2020). En 2022, 3,1 millions de personnes ont des besoins critiques en WASH, une augmentation de 24% par rapport à 2021 (HNO, 2022). Parmi eux, 2,2 millions de personnes dont 1,4 millions d'enfants seront affectées dans leur intégrité physique et mentale si aucune assistance n'est fournie.

Major contributions and drivers of results

L'UNICEF et ses partenaires ont contribué aux trois axes de l'UNDAF 2018-2022 : consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ; bien-être social et équité; relèvement économique et durable, en appui au Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2023.

Survie et développement de l'enfant

Grâce à l'appui constant de l'UNICEF, le pays a maintenu la continuité des services de santé y compris pendant l'épidémie de COVID-19, contribuant à améliorer la couverture et la qualité des interventions à haut impact sur la réduction de la mortalité infantile et maternelle.

La priorité donnée par les autorités centrafricaines à l'immunisation (résultat clé pour les enfants - KRC1) a été un facteur de succès de l'amélioration de la couverture vaccinale. La couverture en DTCHepBHib3, est passée de 47% en 2017 à 86% en 2022. Grâce à une approche centrée sur l'équité, soutenue par l'UNICEF, la proportion des districts sanitaires ayant au moins 80% de taux de vaccination au DTCHepBHib3 est passée de 37% à 54%. Ces performances sont la contribution de l'UNICEF dans le renforcement de la vaccination de routine grâce notamment au soutien de GAVI et

aux ressources liées à la réponse du COVID-19 qui ont permis d'augmenter la couverture en chaîne du froid homologuée de 28% en 2018, à 82%. Concernant la vaccination contre le COVID-19, le pays a atteint l'une des meilleures couvertures de la région, avec 39% de la population complètement vaccinés. Ceci a été possible grâce à l'intégration de la vaccination COVID-19 dans la vaccination de routine et dans les campagnes. La mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du KRC1, contribuera à l'accélération des résultats, avec notamment une stratégie de réduction des zéro-doses.

Le pays a maintenu son statut « libre de la circulation de poliovirus sauvage » depuis 2020. Il s'est engagé dans l'élimination du tétanos maternel et néonatal avec l'organisation de trois campagnes nationales de vaccination en 2020, 2021 et 2022. L'UNICEF a assuré l'achat de tous les vaccins traditionnels, sur toute la période du cycle 2018-2022.

Avec l'amélioration continue de l'accès aux soins de santé primaire pour la mère et l'enfant, le taux d'accouchement assisté est passé de 38% en 2018 à 60.7% en 2022. Avec la contribution de l'UNICEF, plus de 60,000 naissances contre 39,328 en 2021 ont été enregistrées dans les 326 formations sanitaires. Le pourcentage d'enfants exposés au VIH ayant bénéficié d'un dépistage précoce PCR est passé de 10% en 2018 à 59% en 2022. De même, 51,625 enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de la prise en charge communautaire des maladies tueuses de l'enfant, en 2022, six fois plus qu'en 2018 (8,725 enfants). Un centre d'excellence de formation et d'apprentissage a été développé au complexe pédiatrique de Bangui et une plateforme de périnatalité a été mise en place dans 5 districts sanitaires avec l'objectif de couvrir les 14 districts cibles par l'UNICEF, en 2023.

Au cours du cycle du programme, l'UNICEF a fortement contribué à la prévention et la prise en charge de toutes les formes de malnutrition, en lien avec le résultat clé KRC2. La mise à échelle du programme de nutrition à assise communautaire, supportée par l'UNICEF, a permis d'augmenter l'offre d'un ensemble intégré de services de nutrition communautaire, passant de 2 districts sanitaires en 2018 à 20 en 2022. Environ 800 formations sanitaires sur 1,005 abritent le programme de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère (MAS). En 2022, 51,921 enfants de moins de cinq ans (52% de filles) ont été admis et traités correspondant à 94% de la cible du HAC 2022 et en nette augmentation par rapport à 2021 (29 700 enfants). L'UNICEF reste la seule agence à assurer la provision de l'ensemble des formations sanitaires en aliments thérapeutiques, et autres intrants pour le traitement de la MAS. En 2022, plus d'un million d'enfants de 6 à 59 mois ont reçu une dose de vitamine A grâce à une campagne de supplémentation qui a touché 87% des enfants de ce groupe d'âge (83% en 2021).

Les résultats clés pour la survie et le développement de l'enfant, ont surtout été atteint grâce à l'amélioration de l'offre en santé communautaire de 2018-2022. En 2022, 93% des structures communautaires des 14 districts ciblés, ont acquis les capacités nécessaires pour offrir des services communautaires de base. Il s'agit de 401 sites de soins communautaires et 240 cellules d'animations communautaires installées contre 0 en 2018. Ainsi, 969 travailleurs communautaires ont été formés en Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe (PCIMA) et Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME) en 2022 portant le total à 2,814 pour 2018-2022.

L'UNICEF a contribué significativement à l'élaboration de plusieurs documents stratégiques et normatifs, dont le Plan de Développement Sanitaire III, renforçant le cadre institutionnel. En 2022, l'UNICEF a introduit le Monitoring Amélioré pour Action dans le système de santé pour une meilleure suivi des interventions de santé.

Education primaire et égalité des sexes

En tant que Chef de File du secteur de l'Education, l'UNICEF a joué un rôle clé dans la mobilisation des partenaires pour soutenir le ministère de l'éducation dans la mise en œuvre du plan sectoriel et assurer une harmonisation des interventions. L'UNICEF a appuyé le ministère dans la préparation des consultations et la finalisation de la Déclaration d'engagements du Chef de l'Etat au Haut Sommet de l'Education à New York.

Bien que le pays ne dispose pas de données récentes sur le taux d'accès à l'éducation, en 2022, 539,249 enfants (242,662 filles) dont 420,818 en situation humanitaire (189,368 filles) ont pu poursuivre leur éducation grâce à l'appui de l'UNICEF. Ces résultats dépassent les cibles du KRC (82,500) et du HAC (300,000 enfants), et sont en forte progression par rapport à 2021.

Un facteur de réussite a été l'adoption d'une approche pour une réinsertion plus durable des enfants dans les écoles. Il s'agit de mettre en œuvre une approche 'paquet' - avec un ensemble d'interventions intégrant des activités de protection et de WASH, des formations des enseignants, et des distributions de matériel, appuyée par une stratégie d'engagement communautaire pour améliorer la pérennisation des activités et pour adresser les barrières à l'éducation. Finalement, l'UNICEF a renforcé l'éducation inclusive via l'appui de transferts monétaires pour l'éducation de 700 enfants en situation d'handicap, orphelins ou adolescents vulnérables.

L'UNICEF a accompagné la campagne nationale pour la rentrée scolaire 2022-2023 avec les associations de parents d'élèves et contribué avec la MINUSCA et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à l'organisation du baccalauréat dans les zones moins accessibles.

La formation des enseignants et des maitres-parents et la supervision formative par les inspecteurs a été au cœur du renforcement de la qualité de l'éducation. Ainsi, 1,124 enseignants ont été formés en pédagogie de base et appui psycho-social, et les inspecteurs ont été soutenus pour effectuer des visites de supervision. L'UNICEF a apporté un appui au ministère de l'éducation pour la conception d'un curriculum préscolaire, qui sera finalisé en 2023 et servira de base pour les formations des enseignants sur tout le territoire.

Plus de 430,000 enfants (420,818 en situation humanitaire) ont reçu des kits individuels destinés à renforcer les acquis scolaires, dont 203,000 filles. Parmi celles-ci, 70,394 filles ont également reçu des kits de dignité. Les cibles de 2022 (400,000 enfants) ont ainsi été atteintes, rattrapant le retard que l'insécurité avait causée en 2021.

Dans plus de 100 écoles ciblées, des activités de protection en lien avec la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA), et l'attribution d'actes de naissance ont été couplées à des activités standards d'éducation. Ainsi, 11,173 élèves ont reçu leurs actes de naissance.

Protection de l'enfance

L'UNICEF a soutenu des jalons majeurs pour l'amélioration de l'environnement protecteur pour les enfants en RCA à travers l'opérationnalisation du code de protection de l'enfant adopté en 2020. Les Procédures opérationnelles standards (POS) sur la gestion de cas, ont été adoptées en 2022, permettant la formation des acteurs et la prise en charge améliorée des enfants. Les capacités en prévention et réponse aux violences envers les enfants de 110 travailleurs sociaux dont 35 femmes, ont été renforcées. Près de 100,000 enfants victimes et vulnérables affectés par le conflit ont pu ainsi recevoir une assistance psychosociale collective ou individuelle. Parmi eux 1,378 enfants dont 926 victimes de violences sexuelles et 452 enfants séparés de leurs familles ont bénéficié d'une prise en charge spécialisée complémentaire (soins médicaux, prise en charge temporaire en famille d'accueil, recherche familiale, etc.).

En 2022, 2,063 enfants associés aux groupes armés (EAFGA) dont 731 filles ont été identifiés, soit 81% de la cible. Parmi eux, 68% (1,415 EAFGA dont 522 filles) ont été pris en charge et ont accédé à une alternative de réinsertion durable telle qu'un retour à l'école, un placement en apprentissage professionnel, un appui pour des activités génératrices de revenus. Les résultats de l'évaluation formative du Programme de « Prévention du recrutement et socio-économique des EAFGA en République Centrafricaine » 2014-2021, ont informé le nouveau CPD et la stratégie de réintégration des Nations unies.

Grâce à une meilleure intégration intersectorielle, près de 50,000 personnes, enfants et adultes ont été

informés sur la prévention et la protection contre les VBG, soit une augmentation de 72% comparé à 2021.

L'existence de 45,283 enfants a été administrativement reconnue par un acte de naissance, grâce au soutien de l'UNICEF aux services d'état-civil, presque le double qu'en 2021. Grâce à la coordination intersectorielle et au plaidoyer de l'UNICEF, le ministère de la santé s'est engagé, pour le développement d'un plan d'actions sur l'interopérabilité entre la santé et l'état civil.

Politique Sociale

L'UNICEF a mis à profit son rôle de Chef de File pour appuyer le gouvernement à mettre en place le Comité de Coordination du Secteur Protection Sociale et Filets Sociaux, lancé en avril 2022 et dont la mission principale est la validation d'une Politique Nationale de Protection Sociale. L'UNICEF a lancé des études analytiques pour appuyer la mise en place de systèmes nationaux de protection sociale, y compris un outil de registre unique de bénéficiaires ; la détermination d'un montant de transfert adéquat; et l'élaboration d'une cartographie et analyse comparative des prestataires de services financiers en RCA.

L'UNICEF a également mis en œuvre des projets pilotes de transferts monétaires suivant une approche cash plus avec 1,341 ménages (2,812 enfants) qui ont bénéficié de transferts monétaires réguliers, au deçà de la cible de 7,550 pour 2022, principalement par manque de financement. Cependant, L'UNICEF s'est doté des outils nécessaires pour une mise en œuvre efficace des programmes de transferts monétaires tels que l'utilisation du système de gestion d'information HOPE ; la signature de contrats avec Orange pour réaliser les paiements utilisant le « mobile money » et la mise en place d'un système de gestion de plaintes et retour d'information en utilisant le réseau de U-Reporters et la plateforme Rapid-Pro.

Eau, hygiène et assainissement

En 2022, l'UNICEF a soutenu la réponse aux besoins structurels et humanitaires en WASH par une approche nexus pour fournir à plus de 220,000 personnes additionnelles l'accès à l'eau potable et 61,000 personnes à de l'assainissement de base malgré la faiblesse des financements humanitaires mobilisés avec un gap de plus de 66% qui a fortement entravé l'atteinte des cibles du HAC 2022.

Les activités de promotion de l'hygiène et lavage des mains ont atteint plus de 410,000 personnes (dont 144,226 filles et 132,535 garçons). Plus de 222 écoles et 118 centres de santé ont eu accès à des installations de lavage des mains avec du savon pour adopter la pratique du lavage des mains comme l'une des mesures de barrière les plus efficaces contre le COVID-19. Depuis 2020 et l'avènement de la pandémie, plus de 2,3 millions de personnes ont bénéficié d'activités de promotion de l'hygiène et du lavage des mains à travers le programme WASH.

L'UNICEF a poursuivi ses efforts en 2022 pour étendre la couverture de l'ATPC (KRC 8) en assurant le déclenchement de 125 communautés et en certifiant 139 nouvelles communautés au profit de 50,189 personnes (dont 17,656 filles et 16,224 garçons). Depuis 2018, plus de 340,000 personnes vivent dans 818 villages nouvellement certifiés fin de la défécation à l'air libre, au-delà de la cible de 780 villages prévus à fin 2022, portant la proportion de la population pratiquant la défécation à l'air libre à 23.9 % contre une cible de 23%.

Assistance Humanitaire Rapide

L'UNICEF a mené des interventions d'assistance humanitaire et de relèvement auprès des populations vulnérables dans des contextes sécuritaires volatiles grâce à son réseau de bureaux de terrain à Bouar, Bossangoa, Kaga-Bandoro et Bambari. Les bureaux sont restés pleinement opérationnels malgré l'environnement difficile et les contraintes supplémentaires liées à la crise du carburant.

Le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) est resté à l'avant-garde de l'action de l'UNICEF, couvrant

14 des 16 sous-préfectures du pays avec un système de veille humanitaire qui a enregistré 127 alertes en 2022 - un niveau comparable à 2021. Grâce aux équipes mobiles et aux stock prépositionnés dans tout le pays, les 42 missions d'évaluation ont conduit à 51 interventions en NFI touchant 170,478 personnes vulnérables - inclus 2,326 personnes appuyées par le biais d'un transfert monétaire comme alternative aux distributions directes. Les 39 interventions WASH, ont bénéficié à 198,495 personnes.

Changement social et comportemental et participation des jeunes

En 2022, l'UNICEF a renforcé son approche communautaire, y compris les comités locaux U-report qui ont été officiellement lancés par le Président de la République, pour ancrer le changement social et comportemental au niveau collectif. Le nombre de U-Reporters a augmenté de plus 28% entre 2018 et 2022 soit plus de 44 000 U-reporters dont 32% de femmes. Grâce à cela, plus de 9,000 causeries éducatives ont été tenues sur l'enregistrement des naissances, la vaccination, la scolarisation et rétention des enfants, en particulier des filles à l'école, le VIH, la cohésion sociale et la paix.

Par ailleurs, l'UNICEF a renforcé les mécanismes de déconstruction des rumeurs liées à la vaccination de routine et le COVID-19 en collectant et combattant les désinformations à travers les mécanismes de feedback communautaire. Cela a contribué à diminuer la proportion de parents qui refusent de vacciner leurs enfants de 6% à 4% (cible moins de 5%).

Prevention de l'Exploitation et des Abus Sexuels

La RCA fait partie des pays où l'UNICEF prend en charge le plus de cas d'enfants survivants d'Abus et Exploitation Sexuels (SEA). En 2022, 16 allégations de SEA contre des enfants ont été documentées par l'UNICEF. Au vu de l'ampleur du phénomène et de l'adhésion de la politique Tolérance Zéro, l'UNICEF a assuré la formation de 100 % des membres du personnel et de ses 64 partenaires de mise en œuvre. Plus de 278,860 personnes ont reçu des messages de sensibilisation à la PSEA par le biais de la communication de masse.

L'UNICEF joue un rôle actif dans la mise en œuvre de la stratégie inter-agences de PSEA à travers la dissémination du protocole des Nations Unies sur l'assistance aux victimes et le renforcement de l'accès aux mécanismes de plainte pour les survivants de SEA, en plus des services de réponse multisectoriels requis.

UN Collaboration and Other Partnerships

En 2022, l'UNICEF a consolidé ses partenariats avec le système des Nations Unies en RCA en faveur des résultats clés. Le PAM, OCHA, l'OMS, UNFPA et la MINUSCA ont été des partenaires de choix.

L'UNICEF a joué un rôle clé dans l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2023-2027, en tant que co-lead, avec le ministère de la santé, du Pilier II : 'Population: inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité'. Ceci a permis d'assurer une bonne prise en compte des droits des enfants dans UNSDCF, et un fort alignement du CPD au UNSDCF. Pour opérationnaliser ce cadre de coopération, l'UNICEF est en train de finaliser des plans de travaux conjoints avec les agences sœurs dans le but de créer des synergies programmatiques autour de thématiques communes et zones géographiques de convergence. Ainsi, une lettre d'entente avec le HCR est en cours de finalisation pour apporter une réponse durable aux réfugiés et déplacés. Conjointement avec l'OMS et UNFPA, l'UNICEF est en train de finaliser la stratégie nationale de formation des matrones pour booster les accouchements assistés.

Le ministère de la santé, avec l'appui du PAM et de l'UNICEF, a piloté un protocole simplifié de prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6-59 mois dans deux districts sanitaires. Cette intervention pilote vise à passer du protocole standard qui utilise plusieurs produits selon la forme de la malnutrition aiguë (modérée ou sévère) à un protocole simplifié avec un seul point de service, et un seul intrant, l'Aliment Thérapeutique Prêt à l'Emploi (ATPE). Sa documentation porte sur la faisabilité, l'effectivité et le coût du programme pour informer l'élaboration de nouvelles directives pour la prise en charge de la malnutrition en RCA.

Dans le cadre de la coordination humanitaire, l'UNICEF a efficacement assuré son rôle de co-lead des clusters et sous-clusters WASH, Education, Protection de l'enfant, et Nutrition, appuyant le développement de la stratégie humanitaire, l'élaboration du plan de Réponse Humanitaire (HRP 2022) et l'allocation du Fonds humanitaire. Dans le cadre des solutions durables, l'UNICEF a collaboré avec le PNUD, l'OIM et le PAM pour faciliter le retour de 490 ménages soit environ 1,872 individus à Pladama Ouaka dans la dignité et la sécurité et contribue à l'élaboration, en cours, de la stratégie des solutions durables.

Grace à une stratégie de mobilisation de ressources basée sur des résultats clés pour les enfants, et la confiance des donateurs, l'UNICEF a sécurisé USD 55,628,871 de fonds dits de développement, un niveau similaire à 2021. L'Appel humanitaire pour les enfants (HAC) a été financé à 83%. Le RRM reste un programme phare, grâce aux contributions de BHA, de la Suède (SIDA), de l'Union Européenne, à travers ECHO, et de la Suisse. La mobilisation des fonds de développement a permis à l'UNICEF de compenser le gap de financement de la réponse humanitaire à travers la mise en œuvre du Nexus pour créer des liens entre le programme régulier et les interventions pour sauver des vies.

Lessons Learned and Innovations

Localisation dans un contexte d'urgence : L'UNICEF a continué à étendre progressivement la localisation dans un contexte d'urgence, pour renforcer son efficacité opérationnelle, tout en s'acquittant de son engagement dans le cadre du Grand Bargain. Le partenariat avec la Coordination Diocésaine de la santé CODIS, une ONG locale, a permis de mettre en place un projet d'assistance humanitaire mobile multisectorielle en faveur des déplacés qui ne pouvaient pas être atteints par les autres partenaires en raison de problèmes d'accès. Dans le secteur de la WASH, le partenariat avec des associations d'artisans réparateurs de pompe d'eau permet que les petites réparations soient effectuées directement par la coopérative. Ces expériences prometteuses de localisation seront étendues dans le cadre du nouveau programme 2023-2027, notamment en facilitant un plus grand nombre de partenariat avec des organisations locales.

Complémentarité intersectorielle pour des résultats plus durables pour les enfants : En ligne avec la stratégie du nouveau programme 2023-2027, l'accent dans les programmes d'éducation a été mis, déjà en 2022, sur des paquets d'interventions intégrées éducation- protection – WASH – et Changement social et comportemental (SBC), en vue de fournir aux élèves de plus de 100 écoles ciblées le minimum requis pour un apprentissage de qualité. Ces paquets sont contextualisés et permettent d'assurer que les écoles sont construites/réhabilitées, les équipements scolaires disponibles, avec des latrines séparées ; les enseignants sont formés, y compris en appui psycho-social, et des kits scolaires et kits récréatifs permettent aux élèves d'être bien équipés pour apprendre. Les filles reçoivent des kits d'hygiène, et les élèves qui en ont besoin, des actes de naissance (à travers des jugements supplétifs), afin de réduire les facteurs d'abandon. Le dialogue communautaire, l'éducation accélérée et les clubs « Education par la radio » complètent ces efforts, permettant un résultat plus élevé et durable, sans oublier les filles et les enfants laissés pour compte. Avec la réduction des opportunités de financement pour le pays, cette approche de paquet intégré multisectoriel utilisant comme porte d'entrée un secteur dont le financement est relativement prédictible, sera une des stratégies clés pour financer l'agenda Nexus de l'UNICEF dans le prochain cycle de programme.

Plaidoyer réussi dans le domaine de l'éducation: Le soutien apporté au ministère de l'éducation dans le choix des priorités clés présentées par le Président lors du sommet de New York a été essentiel pour garantir l'orientation stratégique du secteur. Des engagements concrets ont été pris par le gouvernement, concernant notamment l'importance des enseignantes femmes, de l'allocation budgétaire interne, et de l'engagement communautaire ainsi que la nécessité de résoudre la crise de l'apprentissage. La collaboration s'est poursuivie avec la Banque Mondiale, l'Agence française de développement (AFD), et l'Ambassade de France, entre autres, pour appuyer l'élaboration d'un nouveau curriculum pour le préscolaire, le primaire et le secondaire et pour un plaidoyer coordonné auprès du ministère de l'éducation sur la question du déploiement des enseignants. Ces approches coordonnées ont donné l'occasion d'influencer l'orientation stratégique du secteur pour les années à venir.

Les nouvelles technologies pour amplifier la voix des bénéficiaires : Dans le cadre de la redevabilité aux populations affectées (AAP), l'UNICEF a collaboré avec le PAM et OCHA pour digitaliser le système de plaintes et de feedback en vue de renforcer l'anonymat et la traçabilité des plaintes. Avec la mise en service de l'application ETC-Connect, le nombre de plaintes prises en charge en 2022 a nettement augmenté par rapport aux années précédentes, passant de 7,638 plaintes prises en charge contre 421 en 2021. Par rapport à 2021, l'engagement digital, d'UNICEF en RCA s'est traduit par une croissance de 195.4% au niveau des visites de la page Facebook, soit 8,000 visites en 2022. Le nombre de followers sur Twitter a franchi les 10,000, augmentant de manière exponentielle la visibilité des programmes de l'UNICEF et de ses généreux donateurs.

Atteindre le dernier kilomètre dans un contexte de pénurie de carburant : En 2022, le pays a connu une pénurie de carburant sans précédent due à la guerre en Ukraine. Ce problème couplé à l'insécurité aurait pu causer l'arrêt temporaire des activités du bureau et par conséquent priver les enfants des services dont ils ont besoin. Pour y faire face, l'UNICEF a tiré profit de la collaboration inter-agence dans le cadre du BOS (Business Operations Strategy) ainsi que de partenariats avec les fournisseurs locaux pour éviter tout épuisement des réserves, assurant ainsi, la continuité des opérations sur le terrain. En outre, le bureau a mis en place une petite station pour desservir les véhicules à Bangui et deux cuves de 30,000 litres pour le bureau de Bangui et de Kaga Bandoro.

Vers la transition écologique de l'UNICEF en RCA : L'UNICEF en RCA a amorcé sa transformation écologique avec l'installation du système de panneaux solaires dans les locaux de Kaga Bandoro. L'installation est prévue en 2023 au niveau de deux autres bureaux de zone (Bambari et Bouar) avec le financement reçu du Greening fund. Par ailleurs, le bureau s'est inscrit comme pays pilote dans le projet « solution globale de gestion de la flotte » permettant ainsi de réduire l'empreinte carbone de la flotte automobile.

